

les petits déj' éco

La conjoncture économique en Rhône-Alpes

Les petits déj' éco sont des groupes de réflexion et de débats qui permettent aux professionnels locaux du développement économique, aux élus et aux techniciens des collectivités de partager leurs expériences et leurs pratiques. Epures les réunit trois fois par an.



Les entreprises en Rhône-Alpes

Intervention de Lise Gandrille-Talarico et de Régis Pernon (Banque de France)

Présentation de la Banque de France

La Banque de France répertorie 63 personnes dans le département de la Loire, réparties sur deux sites : Saint-Etienne et Roanne. Elle a plusieurs domaines d'action. Certains d'entre eux sont déclinés à l'échelle locale, au sein de la succursale de Saint-Etienne : la qualité des billets, la politique monétaire, les statistiques et études, l'autorité de contrôle prudentiel et de résolution, l'information sur les entreprises, les services aux collectivités publiques et la protection du consommateur.

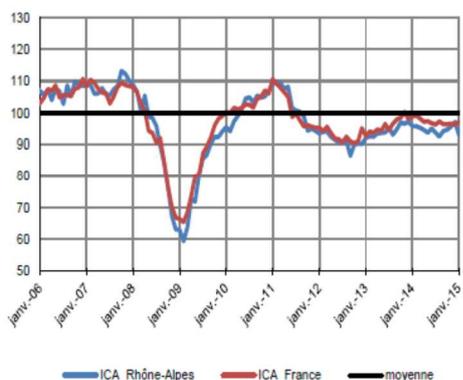
Enquêtes mensuelles en Rhône-Alpes (janvier 2015)

Les « Tendances régionales » synthétisent les informations recueillies mensuellement auprès des chefs d'entreprises de la région sur l'évolution de la conjoncture économique dans l'industrie, les services marchands, la construction et le commerce de gros.

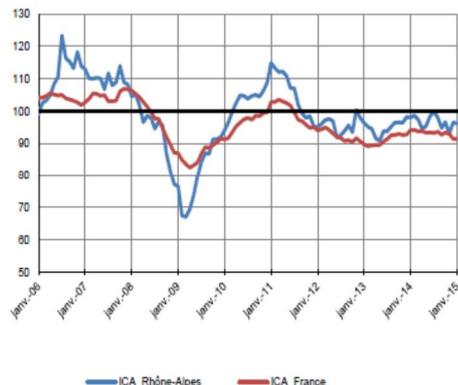
- Tendances générales

Si l'industrie régionale subit en janvier 2015 un léger repli, lié à l'essoufflement de la demande étrangère et à l'atonie persistante du marché domestique, l'activité dans les services s'est stabilisée à un niveau convenable. La métallurgie, l'ingénierie informatique et l'hébergement haut de gamme sont les segments les mieux orientés. Les prévisions pour les prochains mois sont globalement favorables. Stables en janvier 2015, les effectifs pourraient se contracter dans certains secteurs à moyen terme.

Industrie



Services marchands



L'indicateur du climat des affaires résume par une variable synthétique l'évolution des soldes d'opinion qui présentent des évolutions similaires dans le temps. En hausse, il traduit une amélioration du climat conjoncturel ; en baisse, sa dégradation ; 100 = moyenne de longue période.

L'indicateur rhônalpin du climat des affaires dans l'industrie s'établit à 93 et l'ICA France à 97,3. L'indicateur rhônalpin du climat des affaires dans les services s'établit à 96,20 et l'ICA France à 91,30.

- Les services marchands

Globalement stable, l'activité dans les services est toujours nuancée selon les secteurs et leur clientèle. L'ingénierie technique et le travail temporaire souffrent essentiellement de l'atonie dans le bâtiment et les travaux publics, tandis que l'ingénierie informatique et l'hébergement demeurent bien orientés. Les prévisions sont positives tous secteurs confondus. Les effectifs pourraient s'étoffer dans l'informatique mais se contracter sensiblement dans l'ingénierie technique.

- L'industrie

Une demande domestique toujours atone et une demande étrangère qui s'essouffle ont généré en janvier 2015 un repli global de l'activité, sauf dans la métallurgie, soutenue par l'aéronautique en interne et par les pays émergents à l'exportation. La baisse du cours des matières premières est partiellement répercutée. Malgré des carnets de commandes jugés faibles dans l'ensemble, l'activité pourrait rebondir.

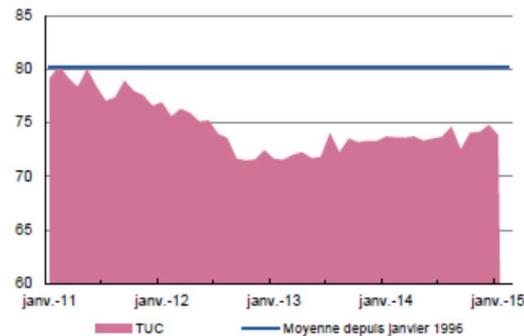
Situation des carnets et des stocks de produits finis

(en solde d'opinions CVS)



Les carnets de commandes sont peu garnis dans l'ensemble, mais de plus en plus de commandes se traiteraient à flux tendus. Les stocks sont maîtrisés.

(en pourcentage)



Le taux d'utilisation des capacités de production s'est de nouveau infléchi.

- Le Bâtiment et les Travaux Publics

L'activité s'est inscrite en légère hausse dans le bâtiment après presque un an de morosité. En revanche, elle s'est à nouveau repliée dans les travaux publics et s'est accompagnée d'une nouvelle réduction des effectifs. La reconstitution des carnets de commandes dans le bâtiment permet d'envisager une nouvelle hausse du courant d'affaires, au prix cependant d'une baisse générale des conditions tarifaires. Malgré des carnets toujours dégarnis, une reprise est attendue dans les travaux publics.

- Le commerce de gros

L'activité de négoce s'est stabilisée. La baisse globale des prix d'achat s'est poursuivie, plus marquée dans les produits agro-alimentaires alors qu'ils n'ont pas évolué dans les produits industriels. Les prix de vente restent stables. Les stocks sont légèrement au-dessus du niveau souhaité. L'amélioration des carnets de commandes permet d'envisager une progression de l'activité.

Les emplois verts en Rhône-Alpes

Intervention de Karen Johnson et de David Frachisse (PRAO, Pôle Rhône-Alpes de l'Orientation)

A horizon 2020, l'économie verte est considérée comme un des principaux viviers d'emplois. Au niveau national, le gouvernement prévoit la création de 100 000 emplois en 3 ans. L'économie verte fait l'objet d'un soutien important des politiques publiques aussi bien au niveau national que régional.

En mars 2012, la Région Rhône-Alpes s'est engagée à favoriser la création de 20 000 emplois verts/nouveaux emplois et la transformation de 50 000 situations professionnelles liées à la réduction de l'empreinte écologique à horizon 2020.

Afin de suivre les mutations en cours, la Région Rhône-Alpes et l'ADEME (Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie) ont confié au PRAO (Pôle Rhône-Alpes de l'Orientation) en décembre 2012 une **mission d'observation des emplois verts**. Cette mission s'est traduite par la production de nombreux travaux : des notes d'actualités, des cahiers sectoriels, un tableau de bord des emplois verts en Rhône-Alpes.

Comment mesurer les emplois verts en Rhône-Alpes ?

- L'approche métier : Métiers verts et Métiers verdissants

Les **métiers verts** sont des métiers dont la finalité et les compétences mises en œuvre contribuent à mesurer, prévenir, maîtriser, corriger les impacts négatifs et les dommages sur l'environnement (source : l'Observatoire national des emplois et métiers de l'économie verte). 9 métiers répondent à cette définition parmi lesquels les agents de tri ou encore les gardes forestiers. **En 2010, ces métiers représentaient 14 000 emplois en Rhône-Alpes** (source : INSEE, Recensement de la population 2010).

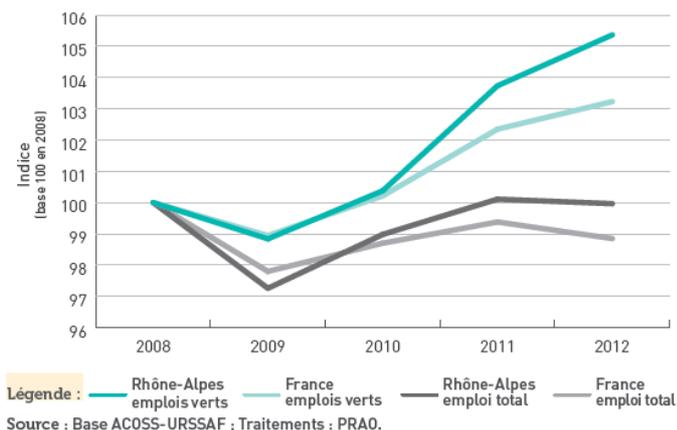
Une seconde famille de métiers, appelé **les métiers verdissants**, regroupe un ensemble de professions dont la finalité n'est pas environnementale, mais qui intègrent de façon significative et quantifiable la dimension environnementale dans le geste métier. Cet ensemble comprend 66 métiers dont de nombreux métiers du bâtiment (architectes, ouvriers du bâtiment...) et du transport (conducteurs routiers, conducteurs de transports en commun...). **En 2010, ces métiers représentaient 385 000 emplois en Rhône-Alpes.**

Au total, ce sont donc 75 métiers verts et verdissants qui sont observés et qui représentent 399 000 emplois.

- L'approche sectorielle

L'approche sectorielle vise d'une part à identifier quels sont les secteurs qui produisent des biens et services environnementaux puis d'autre part à observer combien de personnes travaillent dans ces secteurs. Au total, 24 **secteurs verts** ont été identifiés dans les domaines suivants : le bâtiment, la gestion de l'eau et des déchets, le transport...

ÉVOLUTION DES EFFECTIFS SALARIÉS PRIVÉS TRAVAILLANT DANS UN SECTEUR VERT (2008-2012)



En Rhône-Alpes, ces secteurs emploient 41 000 personnes en 2012 (emploi salarié privé). De plus, ils connaissent une croissance de l'emploi supérieure en Rhône-Alpes à celle observée au niveau national.

Quelle approche retenir ? Les deux : elles sont complémentaires !

- l'approche métier

mesure le nombre de personnes exerçant un métier vert ou verdissant quel que soit le secteur d'activité ;

- l'approche sectorielle

mesure le nombre de personnes travaillant dans un secteur vert quel que soit le métier exercé.

La combinaison des deux approches met en avant que, contrairement à une idée reçue :

- seulement 6% des actifs exerçant un métier vert ou verdissant en Rhône-Alpes travaillent dans un secteur vert ;

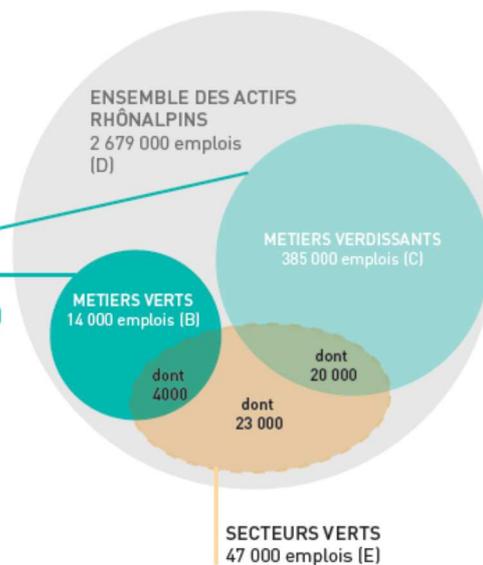
PROFESSIONS VERTES
399 000 emplois (A)

=

MÉTIERS VERTS (B)
14 000 emplois

+

MÉTIERS VERDISSANTS (C)
385 000 emplois

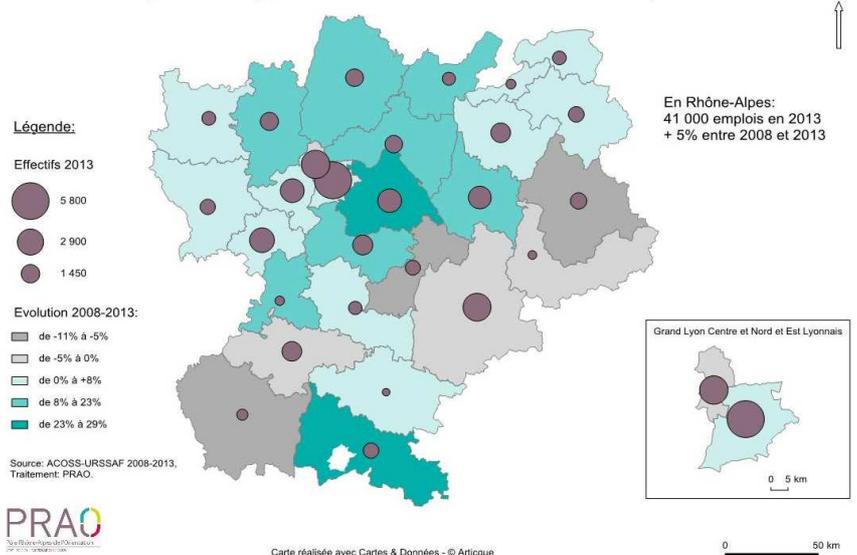


- seulement 51 % des salariés des secteurs verts exercent un métier vert ou un métier verdissant en Rhône-Alpes.

Zoom sur les emplois verts en Loire Sud en 2013 (approche sectorielle)

En 2013, dans la ZTEF¹ Loire Sud, 2 580 personnes (emploi salarié privé) sont employées dans les secteurs verts soit 6% des emplois verts rhônalpins. Entre 2008 et 2013, les emplois verts ont progressé de 1% (+5% au niveau rhônalpin) alors que, tous secteurs confondus, l'emploi salarié privé a diminué de 6,5% en Loire Sud. Le secteur du bâtiment concentre à lui seul 51% des emplois verts de Loire Sud.

L'emploi salarié privé dans les secteurs verts en Rhône-Alpes



¹ Zones territoriales emploi – formation.



les petits déj' éco



46 rue de la télématique
CS 40801 – 42952 Saint-Etienne CEDEX 1
tél : 04 77 92 84 00 fax : 04 77 92 84 09
mail : epures@epures.com – Web : www.epures.com